

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DES TRANSPORTS

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE DES TRANSPORTS

55, rue BRILLAT SAVARIN - 75013 PARIS - Tél. : (1) 45 89 89 27



DOCUMENT DE TRAVAIL

**RETROSPECTIVE
DES DEPENSES
D'INVESTISSEMENT
1971 - 1985**

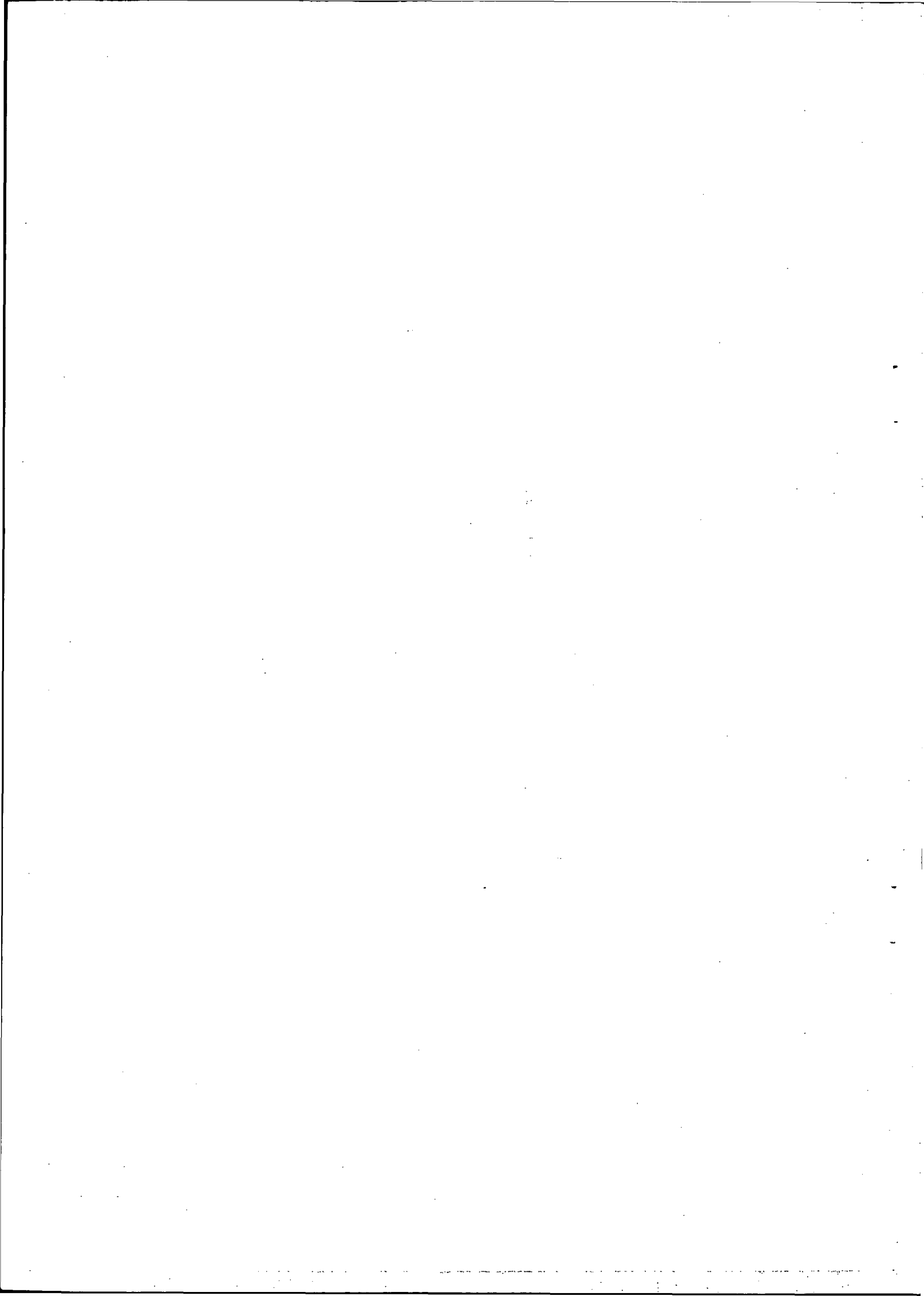
4134

**CONSTRUCTION DE SERIES LONGUES CONSOLIDEES
ETAT - COLLECTIVITES TERRITORIALES - G.E.N - AUTRES INTERVENANTS**

— DAE/OCES
CENTRE DOCUMENTAIRE
PLANIFICATION ET DES TRAVAIL

FEVRIER 1987

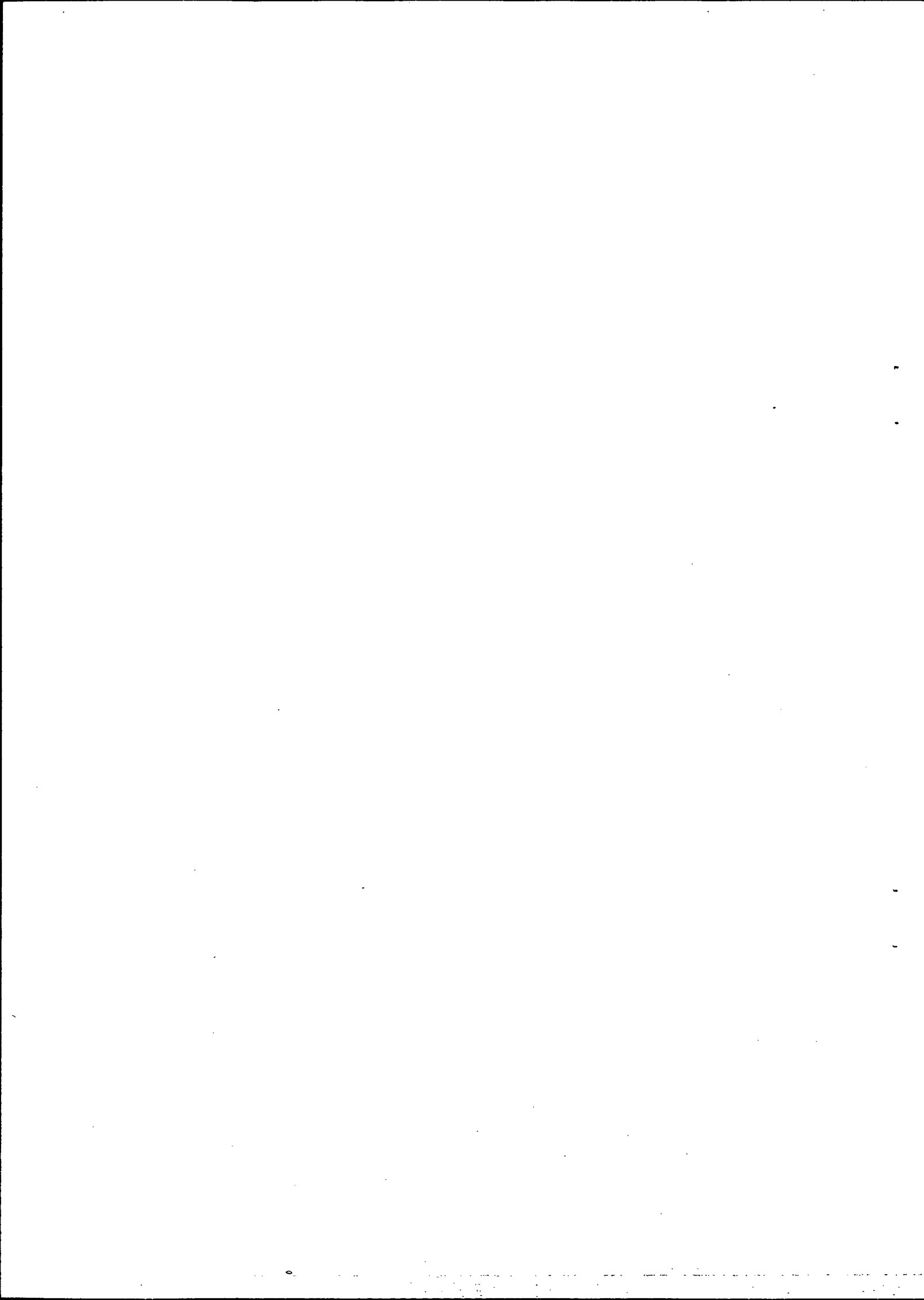
GUY LORENTZ



SOMMAIRE

PAGES

INTRODUCTION.....	5
Déflateurs utilisés.....	7
Nomenclature utilisée.....	8
PARTIE I - LES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT	
Tableau I - Dépenses en capital de l'Etat	
- En francs courants (Ia).....	12
- En francs 1985 (Ib).....	12
Tableau II - Fonds de concours versés à l'Etat	
- En francs courants (IIa).....	13
- En francs 1985 (IIb).....	13
PARTIE II - LES COLLECTIVITES LOCALES	
Tableau III - Dépenses directes des administrations locales	
- En francs courants (IIIa).....	15
- En francs 1985 (IIIb).....	15
Tableau IV - Subventions de l'Etat versées aux collectivités locales	
- En francs courants (IVa).....	16
- En francs 1985 (IVb).....	16
Tableau V - Financement Etat + Collectivités Locales	
- En francs courants (Va).....	18
- En francs 1985 (Vb).....	19
PARTIE III A - LES GRANDES ENTREPRISES NATIONALES	
Tableau VI - Investissements totaux des grandes entreprises nationales.	
- En francs courants (VIa).....	22
- En francs 1985 (VIb).....	22
Tableau VII - Investissements des grandes entreprises, infrastructures.	
- En francs courants (VIIa).....	23
- En francs 1985 (VIIb).....	23
Tableau VIII - Investissements des grandes entreprises, matériel roulant et aéronautique.	
- En francs courants (VIIIa).....	24
- En francs 1985 (VIIIb).....	24
Tableau IX - Subventions en capital reçues par les grandes entreprises nationales.	
- En francs courants (IXa).....	25
- En francs 1985 (IXb).....	25



PARTIE III B - LES AUTRES INTERVENANTS EN MATIERE DE TRANSPORT

Tableau X - Investissements des ports autonomes fluviaux.	
- En francs courants (Xa).....	26
- En francs 1985 (Xb).....	26
Tableau XI - Investissements du secteur autoroutier concédé.	
- En francs courants (XIa).....	27
- En francs 1985 (XIb).....	27
Tableau XII - Investissements des transports collectifs urbains de province.	
- En francs courants (XIIa).....	28
- En francs 1985 (XIIb).....	28
Tableau XIII - Investissements des aéroports de province.	
- En francs courants (XIIIa).....	29
- En francs 1985 (XIIIb).....	29
Tableau XIV - Investissements des ports de commerce et des ports concédés.	
- En francs courants (XIVa).....	30
- En francs 1985 (XIVb).....	30
Tableau XV - Investissements de la flotte de commerce.	
- En francs courants (XVa).....	31
- En francs 1985 (XVb).....	31

PARTIE IV - CONSOLIDATION DES INVESTISSEMENTS

Tableau XVI - Consolidation des investissements, (en francs 1985).....	34
--	----

PARTIE V - ANALYSE

Graphique - Les résultats des différents intervenants.....	37
--	----

INTRODUCTION

I - PREAMBULE

Ce document complète les travaux financiers entrepris par la Commission des Transports du VII^e Plan. Cette analyse financière des investissements, qui comprend l'ensemble des transports intérieurs, l'aviation civile (à l'exception de la construction aéronautique) ainsi que les ports maritimes et la flotte de commerce, couvre la période 1971-1985.

Les investissements considérés représentent les dépenses réelles correspondant aux consommations de crédit. Ils sont exprimés en francs courants ainsi qu'en francs constants.

II - CONTENU DU DOSSIER

Le dossier est constitué de séries statistiques suivant la nomenclature des fonctions des administrations, concernant les dépenses en capital de l'Etat, des Collectivités Locales; mais également les dépenses d'autres intervenants dans le secteur des transports.

Il comprend cinq parties :

- La première partie traite des dépenses en capital de L'Etat.
- La deuxième partie concerne les dépenses des Collectivités Locales.
- La troisième partie est consacrée essentiellement à l'investissement des grandes entreprises nationales (GEN), des ports autonomes fluviaux, des concessionnaires d'autoroutes, des entreprises de transports collectifs urbains de province et des aéroports de province, les ports maritimes et la flotte de commerce.
- La quatrième partie reprend les comptes consolidés des différents intervenants en matière de transport.
- La cinquième partie présente une analyse de l'ensemble des résultats sous forme de graphiques, des commentaires accompagnent également cette analyse.

Les séries présentent un caractère conventionnel puisque la nomenclature de base utilisée est celle de la Commission des Transports du VII^e Plan, ce qui exclut certaines dépenses qui sortent de ce champ de programmation (exemple : entretien et exploitation routiers).

Ces séries sont exprimées en francs courants et constants. Pour ces derniers, le déflateur employé est l'indice de la F.B.C.F. des Administrations Publiques et comme base l'année 1985 (voir page 7).

La nomenclature utilisée est celle des fonctions des administrations. Les clés de passage entre celle-ci, et celle du budget de l'Etat sont représentées dans les pages 8 et 9.

Ce classement a été conçu comme un fichier, c'est pourquoi il n'y a pas de commentaires spécifiques pour chacune des fonctions transports considérées.

DEFLATEURS F.B.C.F. - ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

1985.....	1
1984.....	1,047
1983.....	1,1
1982.....	1,193
1981.....	1,35
1980.....	1,527
1979.....	1,748
1978.....	1,947
1977.....	2,101
1976.....	2,275
1975.....	2,527
1974.....	2,819
1973.....	3,311
1972.....	3,616
1971.....	4,093

**NOMENCLATURE
BUDGETAIRE 1986**

**NOMENCLATURE
DES FONCTIONS**

Autoroutes		
53 43 10	Autoroutes de liaison	8211
Routtes nationales		
53 42 10	Réseau routier dans les DOM et les TOM. Investissements sur le réseau routier national. Réseau national opérations déconcentrées.	8212
53 43 20		"
53 43 60		"
Renforcements coordonnés		
53 42 40	Renforcement des ouvrages d'art. Renforcements, aménagements et équipements de sécurité.	8213
53 43 50		"
Voirie locale de rase campagne		
63 50 10	Opérations diverses. Subventions de R.N. Réseau routier départemental. Réseau routier communal.	822
63 52 10		8214
63 52 20		8215
63 52 40		8216
Voirie nationale urbaine		
53 43 20	Voirie en milieu urbain.	64
Voirie locale urbaine		
63 50 20	Voirie des grandes ensembles. Exécution du plan de décongestion de la circulation.	64
63 52 30		"
Voirie locale des villes nouvelles		
55 20 30	Aides aux villes nouvelles.	64
Voies navigables		
53 45 20	Etudes techniques. Grosses réparations. Ports fluviaux.	841
53 45 30		"
63 45 10		842

Navigation aérienne

69 51 10	Equipements d'intérêt national.	8621
69 51 20	Equipements d'intérêt régional.	8622
69 51 30	Equipements d'outre mer.	8623
69 51 50	Equipements informatiques.	8620

Bases aériennes

53 23 11	Travaux d'intérêt national. sur aéroports et hors - Métropole.	8612
53 23 12	Travaux d'intérêt national sur aéroports et hors - outre mer.	8613
53 23 20	Travaux d'intérêt régional.	8613
53 25 20	Equipements du SFACT.	"

Météorologie

53 51 10	Equipements techniques.	8630
53 51 20	Equipements informatiques.	"
53 51 50	Equipements tech. outre mer.	"
53 51 60	Equipements infor. outre mer.	"
53 51 80	Equipements tech. Toulouse.	"
53 51 90	Equipements infor. Toulouse.	"

Transports en région parisienne

63 41 11	RER - RATP réseau ferré.	6321
63 41 13	SNCF Banlieue de Paris.	6322
63 41 14	Infrastructure de voirie.	6314
63 41 16	Acquisitions foncières.	"

Transports en province

63 41 21	Tramways - Métros.	6323
63 41 22	Aménagements de voirie.	6320
63 41 23	Contrats de développement.	"
63 41 30	Etudes-recherche dans les T.C.	"

PARTIE I - LES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT.

Les tableaux des pages suivantes, retracent l'évolution des dépenses en capital de l'Etat.

Le tableau I montre les dépenses directes de l'Etat (crédits de paiement consommés).

Le tableau II présente les enveloppes de fonds de concours versés par les administrations locales, dans ces montants sont incluses, les participations du fonds spécial des grands travaux (FSGT).

Les sources utilisées sont celles de la Direction de la Comptabilité Publique pour les données 1971-1986, concernant les dépenses directes, pour les deux dernières années, il s'agit uniquement de projets de loi de finances.

Les consommations de fonds de concours proviennent des services de comptabilité du Ministère des Transports.

Il faut noter que les dépenses directes de l'Etat comprennent les fonds de concours, c'est pourquoi dans la consolidation Etat-Collectivités Locales (cf. tableau V), ceux-ci ont été soustraits des dépenses de l'Etat et rajoutés aux dépenses directes des Collectivités locales.

A partir de 1983, la nomenclature du Ministère de l'Intérieur regroupe les articles inscrits sous les rubriques "voirie locale de rase campagne" et "voirie locale urbaine". Ces articles sont fondus pour la création de deux nouveaux articles intitulés "dotation globale d'équipement communes" et "dotation globale d'équipement départements".

Par conséquent, il ne sera donc plus possible dans les subventions de l'Etat aux Collectivités Locales de distinguer la part des transports.

TABLEAU 1 - DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT

(I A) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ROUTES	1477	1763	2111	2553	3463	3736	4120	3555	3821	3998	5034	5185	4171	3910	2775	2983
dont Autoroutes	370	335	401	471	873	1096	1052	860	1161	1274	1618	1279	1011	684	583	459
dont R N en rase campagne	680	817	920	1096	1488	1571	1950	1483	1496	1676	1830	2234	1997	2221	1351	1599
dont Renforcements coordon.	237	391	430	591	667	580	645	660	550	516	620	698	836	831	840	837
dont V L de rase campagne	190	220	360	395	435	489	473	552	614	532	966	974	327	174	2	88
VOIES NAVIGABLES	315	330	278	398	480	523	516	458	358	329	377	423	387	402	295	316
AVIATION CIVILE	180	169	207	235	304	299	284	309	294	345	453	471	346	379	400	426
S.TOTAL NON-URBAIN	1972	2262	2596	3186	4247	4558	4920	4322	4473	4672	5864	6079	4904	4691	3470	3725
VOIRIE URBAINE	1263	1570	1648	2507	3202	2556	2685	2293	2320	2513	2289	2929	3516	3295	768	253
TRANSPORTS COLLECTIFS	128	151	210	247	482	533	456	502	662	730	766	721	723	615	726	620
SOUS-TOTAL URBAIN	1391	1721	1858	2754	3684	3089	3141	2795	2982	3243	3055	3650	4239	3910	1494	873
TOTAL	3363	3983	4454	5940	7931	7647	8061	7117	7455	7915	8919	9729	9143	8601	4964	4598

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(II B) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ROUTES	6045	6375	6991	7197	8749	8500	8657	6922	6678	6106	6798	6185	4588	4095	2775	2983
dont Autoroutes	1514	1211	1328	1328	2206	2494	2210	1675	2029	1946	2185	1526	1112	716	583	459
dont R N en rase campagne	2783	2954	3047	3089	3759	3574	4097	2888	2614	2560	2471	2665	2197	2326	1351	1599
dont Renforcements coordon.	970	1414	1424	1666	1685	1320	1355	1285	961	788	837	833	920	870	840	837
dont V L en rase campagne	778	795	1192	1113	1099	1113	994	1075	1073	812	1304	1162	360	182	2	88
VOIES NAVIGABLES	1289	1193	921	1122	1213	1190	1084	892	626	502	509	505	426	421	295	316
AVIATION CIVILE	737	611	685	662	768	680	597	602	514	527	612	562	381	397	400	426
S.TOTAL NON-URBAIN	8071	8179	8597	8981	10730	10370	10338	8416	7817	7135	7919	7252	5394	4913	3470	3725
VOIRIE URBAINE	5169	5677	5457	7067	8090	5815	5642	4465	4055	3838	3091	3494	3868	3451	768	253
TRANSPORTS COLLECTIFS	524	546	695	696	1218	1213	958	977	1157	1115	1034	860	795	644	726	620
SOUS-TOTAL URBAIN	5693	6223	6153	7763	9308	7028	6600	5442	5211	4953	4125	4354	4663	4095	1494	873
TOTAL	13765	14401	14749	16744	20038	17398	16937	13858	13029	12088	12044	11506	10057	9008	4964	4598

(EN MILLIONS DE FRANCS)

TABLEAU II - FONDS DE CONCOURS VERSES A L'ETAT

(IIa) EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES	27	50	50	40	63	149	146	120	97	345	490	648	631	998
dont Autoroutes	3	29	6	0	19	29	33	13	28	65	71	76	62	(3) 65
dont R N en rase campagne	24	21	44	40	44	120	113	107	69	280	419	572	(1) 569	(2) 933
dont Renforcements coordonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont V L en rase campagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VOIES NAVIGABLES	64	62	67	92	69	50	89	60	46	58	73	51	78	(4) 108
AVIATION CIVILE	0	0	11	5	2	4	8	3	1	1	2	18	2	6
S.TOTAL NON-URBAIN	91	112	128	137	134	203	243	183	144	404	565	717	711	1112
VOIRIE URBAINE	408	392	511	375	822	1038	749	677	616	955	1014	1247	(5) 1976	(6) 1839
TRANSPORTS COLLECTIFS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS- TOTAL URBAIN	408	392	511	375	822	1038	749	677	616	955	1014	1247	1976	1839
TOTAL	499	504	639	512	956	1241	992	860	760	1359	1579	1964	2687	2951

Y COMPRIS LE FSGT : (1) 159 MF - (2) 504 MF - (3) 10MF - (4) 15 MF - (5) 416 MF - (6) 479 MF

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(IIb) EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES	111	181	166	113	159	339	307	234	170	527	662	773	694	1045
dont Autoroutes	12	105	20	0	48	66	69	25	49	99	96	91	68	68
dont R N en rase campagne	98	76	146	113	111	273	237	208	121	428	566	682	626	977
dont Renforcements coordonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont V L en rase campagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VOIES NAVIGABLES	262	224	222	259	174	114	187	117	80	89	99	61	86	113
AVIATION CIVILE	0	0	36	14	5	9	17	6	2	2	3	21	2	6
S.TOTAL NON-URBAIN	372	405	424	386	339	462	511	356	252	617	763	855	782	1165
VOIRIE URBAINE	1670	1417	1692	1057	2077	2362	1574	1318	1077	1459	1369	1488	2174	1926
TRANSPORTS COLLECTIFS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS-TOTAL URBAIN	1670	1417	1692	1057	2077	2362	1574	1318	1077	1459	1369	1488	2174	1926
TOTAL	2042	1822	2116	1443	2415	2823	2084	1675	1328	2076	2132	2343	2956	3091

(EN MILLIONS DE FRANCS)

PARTIE II - LES COLLECTIVITES LOCALES.

Les dépenses en capital des Collectivités Locales, sont des dépenses effectives homogènes à celles de l'Etat, et recensées selon les mêmes rubriques dans la nomenclature utilisée.

Le vocable de "Collectivités Locales" recouvre :

- les établissements régionaux (les E.P.R. et le district de Paris),
- les départements et services départementaux,
- les communes, services communaux et communautés urbaines,
- les groupements de collectivités (syndicats, districts...).

Les tableaux suivants, retracent les dépenses directes des collectivités locales. Celles-ci comprennent les subventions de l'Etat déjà prises en compte dans les séries de l'Etat, aussi il est nécessaire, au moment de la consolidation, Etat-Collectivités Locales (cf. tableau V) de les retrancher et de rajouter les fonds de concours reçus par l'Etat car ils ne figurent pas dans les dépenses directes des administrations locales.

Les sources utilisées sont issues de la "comptabilité spéciale des investissements" tenue par la Direction de la Comptabilité Publique.

Du fait des délais d'obtention des données concernant les dépenses des collectivités locales, seules, les années 1971 à 1984 sont disponibles à la date du présent document.

TABLEAU III - DEPENSES DIRECTES DES COLLECTIVITES LOCALES

(IIIa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES	1260	1567	1713	2365	3123	3165	3569	3307	4311	6280	6616	6499	7949	7248
dont Autoroutes:	0	0	2	0	8	9	13	15	6	136	145	232	47	11
dont R N en rase campagne	0	0	0	4	6	9	53	31	8	12	11	48	49	41
dont Renforcements coordonnes	0	5	3	2	3	2	4	1	1	3	0	13	2	6
dont V L en rase campagne	1260	1562	1708	2359	3106	3145	3499	3260	4296	6129	6460	6206	7851	7190
VOIES NAVIGABLES	12	6	6	11	8	8	13	13	16	65	81	106	103	19
AVIATION CIVILE	12	13	15	15	30	39	31	30	28	51	89	111	204	45
S.TOTAL NON-URBAIN	1284	1586	1734	2391	3161	3212	3613	3350	4355	6396	6786	6716	8256	7312
VOIRIE URBAINE	1953	2325	2744	2962	3506	4704	4087	3773	4367	6876	6478	6615	9164	7639
TRANSPORTS COLLECTIFS	12	45	43	146	374	822	597	429	731	1315	1678	2289	4518	2653
SOUS-TOTAL URBAIN	1965	2370	2787	3108	3880	5526	4684	4202	5098	8191	8156	8904	13682	10292
TOTAL	3249	3956	4521	5499	7041	8738	8297	7552	9453	14587	14942	15620	21938	17604

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(IIIb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES	5157	5666	5673	6667	7890	7201	7499	6439	7534	9591	8934	7753	8744	7591
dont Autoroutes	0	0	7	0	20	20	27	29	10	208	196	277	52	12
dont R N en rase campagne	0	0	0	11	15	20	111	60	14	18	15	57	54	43
dont Renforcements coordonnes	0	18	10	6	8	5	8	2	2	5	0	16	2	6
dont V L en rase campagne	5157	5648	5656	6650	7847	7155	7352	6348	7508	9360	8723	7403	8636	7530
VOIES NAVIGABLES	49	22	20	31	20	18	27	25	28	99	109	126	113	20
AVIATION CIVILE	49	47	50	42	76	89	65	58	49	78	120	132	224	47
S.TOTAL NON-URBAIN	5255	5735	5742	6740	7986	7308	7591	6523	7611	9768	9164	8012	9081	7658
VOIRIE URBAINE	7994	8407	9087	8349	8858	10702	8587	7347	7632	10501	8748	7891	10080	8001
TRANSPORTS COLLECTIFS	49	163	142	412	945	1870	1254	835	1278	2008	2266	2731	4970	2779
SOUS-TOTAL URBAIN	8043	8569	9229	8761	9803	12572	9842	8182	8910	12510	11014	10622	15050	10779
TOTAL	13298	14304	14971	15501	17789	19880	17433	14705	16521	22278	20177	18634	24131	18437

(EN MILLIONS DE FRANCS)

TABLEAU IV - SUBVENTIONS DE L'ETAT VERSEES AUX COLLECTIVITES LOCALES

(IVa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES	102	111	87	137	239	224	219	248	230	342	355	332	354	224
dont Autoroutes	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	1	0	1
dont RN en rase campagne	2	0	0	0	1	1	0	0	6	0	3	19	12	2
dont Renforcements coordonnés	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
dont VL en rase campagne	100	111	87	136	230	223	219	248	224	342	352	311	342	221
VOIES NAVIGABLES	0	0	0	0	0	0	2	1	1	3	8	3	54	0
AVIATION CIVILE	1	0	1	2	2	1	10	9	2	7	7	34	43	8
SOUS-TOTAL NON-URBAIN	103	111	88	139	241	225	231	258	233	352	370	369	451	232
VOIRIE URBAINE:	232	217	232	224	381	535	469	420	423	556	520	390	504	355
TRANSPORTS COLLECTIFS	0	0	1	0	64	554	93	53	137	321	302	251	393	453
SOUS-TOTAL URBAIN	232	217	233	224	445	1089	562	473	560	877	822	641	897	808
TOTAL	335	328	321	363	686	1314	793	731	793	1229	1192	1010	1348	1040

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(IVb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES	417	401	288	386	604	510	460	483	402	522	479	396	389	235
dont Autoroutes	0	0	0	0	20	0	0	0	0	0	0	1	0	1
RN en Rase campagne	8	0	0	0	3	2	0	0	10	0	4	23	13	2
dont Renforcements coordonnés	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
dont VL en rase campagne	409	401	288	383	581	507	460	483	391	522	475	371	376	231
VOIES NAVIGABLES	0	0	0	0	0	0	4	2	2	5	11	4	59	0
AVIATION CIVILE	4	0	3	6	5	2	21	18	3	11	9	41	47	8
SOUS-TOTAL NON-URBAIN	422	401	291	392	609	512	485	502	407	538	500	440	496	243
VOIRIE URBAINE	950	785	768	631	963	1217	985	818	739	849	702	465	554	372
TRANSPORTS COLLECTIFS	0	0	3	0	162	1260	195	103	239	490	408	299	432	474
SOUS-TOTAL URBAIN	950	785	772	631	1124	2478	1181	921	979	1339	1110	765	987	846
TOTAL	1371	1186	1063	1023	1733	2990	1666	1423	1386	1877	1610	1205	1483	1089

(EN MILLIONS DE FRANCS)

CONSOLIDATION



ETAT - COLLECTIVITES LOCALES

TABLEAU V - FINANCEMENT ETAT + COLLECTIVITES LOCALES

(Va) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES (ETAT)	1450	1713	2061	2513	3400	3587	3974	3435	3724	3653	4544	4537	3540	2912
ROUTES (C.L.)	1185	1506	1676	2268	2947	3090	3496	3179	4178	6283	6751	6815	8226	8022
ROUTES (TOTAL)	2635	3219	3737	4781	6347	6677	7470	6614	7902	9936	11295	11352	11766	10934
dont Autoroutes (ETAT)	367	306	395	471	854	1067	1019	847	1133	1209	1547	1203	949	619
dont Autoroutes (C.L.)	3	29	8	0	19	38	46	28	34	201	216	307	109	75
dont Autoroutes (TOTAL)	370	335	403	471	873	1105	1065	875	1167	1410	1763	1510	1058	694
dont R.N (ETAT)	656	796	876	1056	1444	1451	1837	1376	1427	1396	1411	1662	1428	1288
dont R.N (C.L.)	22	21	44	44	49	128	166	138	71	292	427	601	606	972
dont R.N (TOTAL)	678	817	920	1100	1493	1579	2003	1514	1498	1688	1838	2263	2034	2260
dont renforcements coord. (ETAT)	237	391	430	591	667	580	645	660	550	516	620	698	836	831
dont renforcements coordonnes (C.L.)	0	5	3	1	3	2	4	1	1	3	0	12	2	6
dont renforcements coordonnes(TOTAL)	237	396	433	592	670	582	649	661	551	519	620	710	838	837
dont Voiries locales (ETAT)	190	220	360	395	435	489	473	552	614	532	966	974	327	174
Voiries locales (C.L.)	1160	1451	1621	2223	2876	2922	3280	3012	4072	5787	6108	5895	7509	6969
dont Voiries locales (TOTAL)	1350	1671	1981	2618	3311	3411	3753	3564	4686	6319	7074	6869	7836	7143
VOIES NAVIGABLES (ETAT)	251	268	211	306	411	473	427	398	312	271	304	372	309	294
VOIES NAVIGABLES (C.L.)	76	68	73	103	77	58	100	72	61	120	146	154	127	127
VOIES NAVIGABLES (TOTAL)	327	336	284	409	488	531	527	470	373	391	450	526	436	421
AVIATION CIVILE (ETAT)	180	169	196	230	302	295	276	306	293	344	451	453	344	373
AVIATION CIVILE (C.L.)	11	13	25	18	30	42	29	24	27	45	84	95	163	43
AVIATION CIVILE (TOTAL)	191	182	221	248	332	337	305	330	320	389	535	548	507	416
S.TOTAL NON-URBAIN (ETAT)	1881	2150	2468	3049	4113	4355	4677	4139	4329	4268	5299	5362	4193	3579
S.TOTAL NON-URBAIN (C.L.)	1272	1587	1774	2389	3054	3190	3625	3275	4266	6448	6981	7064	8516	8192
S.TOTAL NON-URBAIN (TOTAL)	3153	3737	4242	5438	7167	7545	8302	7414	8595	10716	12280	12426	12709	11771
VOIRIE URBAINE (ETAT)	855	1178	1137	2132	2380	1518	1936	1616	1704	1558	1275	1682	1540	1456
VOIRIE URBAINE (C.L.)	2129	2500	3023	3113	3947	5207	4367	4030	4560	7275	6972	7472	10636	9123
VOIRIE URBAINE (TOTAL)	2984	3678	4160	5245	6327	6725	6303	5646	6264	8833	8247	9154	12176	10579
TRANSPORTS COLLECTIFS (ETAT)	128	151	210	247	482	533	456	502	662	730	766	721	723	615
TRANSPORTS COLLECTIFS (C.L.)	12	45	42	146	310	268	504	376	594	994	1376	2038	4125	2200
TRANSPORTS COLLEC.(TOTAL)	140	196	252	393	792	801	960	878	1256	1724	2142	2759	4848	2815
SOUS-TOTAL URBAIN (ETAT)	983	1329	1347	2379	2862	2051	2392	2118	2366	2283	2041	2403	2263	2071
SOUS-TOTAL URBAIN (C.L.)	2141	2545	3065	3259	4257	5475	4871	4406	5154	8269	8348	9510	14761	11323
S.TOTAL URBAIN (TOTAL)	3124	3874	4412	5638	7119	7526	7263	6524	7520	10557	10389	11913	17024	13394
TOTAL (ETAT)	2864	3479	3815	5428	6975	6406	7069	6257	6695	6556	7340	7765	6456	5650
TOTAL (C.L.)	3413	4132	4839	5648	7311	8665	8496	7681	9420	14717	15329	16574	23277	19515
TOTAL (TOTAL)	6277	7611	8654	11076	14286	15071	15565	13938	16115	21273	22669	24339	29733	25165

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(Vb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ROUTES (ETAT)	5935	6194	6825	7084	8590	8161	8350	6689	6508	5579	6136	5412	3894	3050
ROUTES (C.L.)	4850	5445	5550	6393	7446	7030	7346	6190	7302	9596	9116	8130	9048	8402
ROUTES (TOTAL)	10785	11639	12375	13477	16036	15191	15695	12879	13810	15175	15253	13542	12942	11452
dont Autoroutes (ETAT)	1502	1106	1308	1328	2158	2428	2141	1649	1980	1846	2089	1435	1044	648
dont Autoroutes (C.L.)	12	105	26	0	48	86	97	55	59	307	292	366	120	79
dont Autoroutes (TOTAL)	1514	1211	1335	1328	2206	2514	2238	1704	2040	2153	2381	1801	1164	727
dont R.N (ETAT)	2685	2878	2901	2977	3648	3301	3860	2679	2494	2132	1905	1983	1571	1349
dont R.N (C.L.)	90	76	146	124	124	291	349	269	124	446	577	717	667	1018
dont R.N (TOTAL)	2775	2954	3047	3101	3772	3592	4209	2948	2618	2578	2482	2700	2237	2367
dont renforcements coord. (ETAT)	970	1414	1424	1666	1685	1320	1355	1285	961	788	837	833	920	870
dont renforcements coord. (C.L.)	0	18	10	3	8	5	8	2	2	5	0	14	2	6
dont renforcements coord. (TOTAL)	970	1432	1434	1669	1693	1324	1364	1287	963	793	837	847	922	877
dont Voiries locales (ETAT)	778	795	1192	1113	1099	1113	994	1075	1073	812	1304	1162	360	182
dont Voiries locales (C.L.)	4748	5246	5368	6266	7266	6648	6892	5865	7116	8838	8248	7032	8260	7299
dont Voiries locales (TOTAL)	5526	6042	6560	7380	8365	7761	7886	6940	8189	9651	9553	8194	8619	7481
VOIES NAVIGABLES (ETAT)	1027	969	699	863	1038	1076	897	775	545	414	411	444	340	308
VOIES NAVIGABLES (C.L.)	311	246	242	290	195	132	210	140	107	183	197	184	140	133
VOIES NAVIGABLES (TOTAL)	1338	1215	940	1153	1233	1208	1107	915	652	597	608	627	480	441
AVIATION CIVILE (ETAT)	737	611	649	648	763	671	580	596	512	525	609	540	378	391
AVIATION CIVILE (C.L.)	45	47	83	51	76	96	61	47	47	69	113	113	179	45
AVIATION CIVILE (TOTAL)	782	658	732	699	839	767	641	643	559	594	722	654	558	436
S.TOTAL NON-URBAIN (ETAT)	7699	7774	8173	8595	10392	9908	9827	8059	7566	6518	7156	6397	4612	3748
S.TOTAL NON-URBAIN (C.L.)	5206	5738	5875	6734	7716	7258	7617	6377	7455	9848	9427	8427	9367	8580
S.TOTAL NON-URBAIN (TOTAL)	12905	13512	14047	15329	18108	17166	17444	14436	15021	16366	16583	14824	13980	12328
VOIRIE URBAINE (ETAT)	3500	4259	3765	6010	6013	3454	4068	3147	2978	2379	1722	2007	1694	1525
VOIRIE URBAINE (C.L.)	8714	9039	10011	8775	9972	11847	9176	7847	7969	11111	9415	8914	11699	9555
VOIRIE URBAINE (TOTAL)	12214	13299	13776	14785	15985	15300	13243	10994	10947	13490	11137	10920	13393	11080
TRANSPORTS COLLECTIFS (ETAT)	524	546	695	696	1218	1213	958	977	1157	1115	1034	860	795	644
TRANSPORTS COLLECTIFS (C.L.)	49	163	139	412	783	610	1059	732	1038	1518	1858	2431	4537	2304
TRANSPORTS COLLEC. (TOTAL)	573	709	834	1108	2001	1822	2017	1710	2195	2633	2893	3291	5333	2948
SOUS-TOTAL URBAIN (ETAT)	4023	4805	4461	6706	7231	4666	5026	4124	4135	3494	2756	2867	2489	2169
SOUS-TOTAL URBAIN (C.L.)	8763	9202	10150	9187	10755	12456	10235	8579	9007	12629	11273	11345	16237	11859
S.TOTAL URBAIN (TOTAL)	12787	14007	14610	15893	17986	17123	15261	12703	13142	16123	14029	14212	18726	14028
TOTAL (ETAT)	11722	12579	12633	15301	17623	14575	14853	12184	11701	10013	9912	9263	7101	5917
TOTAL (C.L.)	13969	14940	16024	15921	18472	19714	17851	14956	16463	22476	20700	19772	25604	20439
TOTAL (TOTAL)	25692	27519	28658	31222	36094	34289	32704	27140	28163	32489	30612	29035	32706	26356

(EN MILLIONS DE FRANCS)

PARTIE III - LES GRANDES ENTREPRISES NATIONALES ET AUTRES INTERVENANTS EN MATIERE TRANSPORT.

A - LES GRANDES ENTREPRISES NATIONALES.

Les tableaux VI, VII, VIII et IX indiquent le montant de l'investissement hors taxes des entreprises de transport et les subventions en capital qu'elles ont reçues de l'Etat.

L'investissement retenu est celui des infrastructures et du matériel de transport.

Dans la consolidation finale, il conviendra de considérer l'investissement net de subventions prises en compte précédemment.

En effet, pour l'Etat, il s'agit notamment de subventions versées par la Direction des Transports Terrestres à la S.N.C.F (banlieue parisienne) et à la R.A.T.P.

Les éventuelles subventions des Administrations Locales aux entreprises publiques ne seront pas déduites du montant de leurs investissements puisqu'elles n'ont pas été comptabilisées dans les dépenses directes de ces administrations.

De façon identique, il faudra ajouter les dotations en capital versées à l'Aéroport de Paris, Air France, dans la consolidation finale.

TABLEAU VI - INVESTISSEMENTS (HT) DES GRANDES ENTREPRISES NATIONALES

(Via) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
S.N.C.F (1)	1487	1765	2085	2782	3413	4051	4781	5653	5724	6880	7454	8265	8635	7846	7733	9569
*dont banlieue Paris	171	277	341	551	752	901	1052	1245	1158	1101	860	1184	1435	1380	1282	1355
*R.A.T.P	849	894	1230	1326	1449	1696	1884	1941	2109	2514	2365	2371	2700	2900	2870	3000
AEROPORT DE PARIS	552	542	552	273	298	137	141	199	405	594	616	456	287	303	318	416
AIR FRANCE (2)	505	790	892	1109	1169	1450	1235	1329	1799	2391	2220	2729	1555	1708	2314	3311
AIR INTER	18	61	61	258	288	171	218	333	89	366	217	192	507	671	412	205

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(Vib) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
S.N.C.F	6086	6382	6904	7842	8623	9217	10045	11007	10004	10507	10066	9860	9498	8217	7733	9569
dont banlieue Paris	700	1002	1129	1553	1900	2050	2210	2424	2024	1681	1161	1412	1578	1445	1282	1355
R.A.T.P	3475	3232	4073	3738	3661	3859	3959	3780	3686	3839	3194	2828	2970	3037	2870	3000
AEROPORT DE PARIS	2259	1960	1828	770	753	312	296	387	708	907	832	544	316	317	318	416
AIR FRANCE	2067	2856	2954	3126	2954	3299	2595	2588	3144	3652	2998	3256	1710	1789	2314	3311
AIR INTER	74	221	202	727	728	389	458	648	156	559	293	229	558	703	412	205

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(1) y compris les divers

(2) sont incluses les participations aux compagnies associées

* versement transport inclus

TABLEAU VII - INFRASTRUCTURES IIT

(VIIa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
S.N.C.F	594	722	874	1422	1735	2083	2417	3249	3567	4131	5055	5201	5018	4573	4884	6773
dont reseau principal	543	612	687	1059	1271	1470	1730	2416	2742	3445	4501	4366	4294	3849	4308	5889
dont T.G.V sud-est	0	0	0	0	8	85	130	646	860	1215	1913	979	511	58	0	0
dont T.G.V Atlantique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80	135	900	2126
dont banlieue de Paris	51	110	187	363	464	613	687	833	825	686	554	835	724	724	576	884
R.A.T.P	594	690	940	1017	1116	1288	1399	1399	1395	1570	1410	1637	1653	1618	1718	1691
AEROPORT DE PARIS	552	542	552	273	298	137	141	199	405	594	616	456	287	303	318	416
AIR FRANCE	179	194	231	194	145	165	239	212	168	223	323	441	239	293	564	648
AIR INTER	12	18	22	43	46	39	91	28	26	36	43	48	61	66	53	63
TOTAL	1931	2166	2619	2949	3340	3712	4287	5087	5561	6554	7447	7641	7258	6853	7537	9591

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(VIIb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
S.N.C.F	2431	2611	2894	4008	4384	4739	5078	6326	6234	6309	6826	6205	5520	4789	4884	6773
dont reseau principal	2222	2213	2275	2985	3211	3344	3635	4704	4792	5261	6078	5208	4723	4031	4308	5889
dont T.G.V sud-est	0	0	0	0	20	193	273	1258	1503	1856	2583	1168	562	61	0	0
dont T.G.V Atlantique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88	141	900	2126
dont banlieue de Paris	209	398	619	1023	1172	1395	1443	1622	1442	1048	748	996	796	758	576	884
R.A.T.P	2431	2495	3113	2867	2820	2930	2939	2724	2438	2398	1904	1953	1818	1695	1718	1691
AEROPORT DE PARIS	2259	1960	1828	770	753	312	296	387	708	907	832	544	316	317	318	416
AIR FRANCE	733	701	765	547	366	375	502	413	294	341	436	526	263	307	564	648
AIR INTER	49	65	73	121	116	89	191	55	45	55	58	57	67	69	53	63
TOTAL	7904	7832	8673	8313	8439	8445	9008	9905	9719	10010	10056	9115	7984	7177	7537	9591

(EN MILLIONS DE FRANCS)

TABLEAU VIII - MATERIEL ROULANT / AERONAUTIQUE

(VIIIa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
S.N.C.F	838	986	1126	1261	1575	1778	2200	2227	1995	2558	2172	2790	3332	2917	2539	2475
dont reseau principal	719	823	976	1078	1288	1505	1859	1836	1689	2189	1905	2461	2656	2299	1875	2045
dont T G V	0	0	0	0	0	19	99	90	263	754	631	972	1030	460	235	275
dont banlieue de Paris	119	163	150	183	287	273	341	391	306	369	267	329	676	618	664	430
R.A.T.P	255	204	290	309	333	408	485	542	714	871	955	734	1047	1270	1145	1309
AEROPORT DE PARIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AIR FRANCE	300	578	643	880	1004	1280	992	1113	1623	2152	1887	2273	1303	1414	1740	2653
AIR INTER	5	43	39	215	241	132	127	305	63	330	174	144	446	605	359	142
TOTAL	1398	1811	2098	2665	3153	3599	3804	4187	4394	5911	5188	5941	6128	6206	5783	6579

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(VIIIb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
S.N.C.F	3430	3565	3729	3555	3979	4045	4622	4336	3487	3907	2933	3328	3665	3055	2539	2475
dont reseau principal	2943	2976	3232	3039	3254	3424	3906	3575	2952	3343	2572	2936	2922	2408	1875	2045
dont T G V	0	0	0	0	0	43	208	175	460	1152	852	1160	1133	482	235	275
dont banlieue de Paris	487	589	497	516	725	621	716	761	535	564	361	392	744	647	664	430
R.A.T.P	1044	738	960	871	841	928	1019	1055	1248	1330	1290	876	1152	1330	1145	1309
AEROPORT DE PARIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AIR FRANCE	1228	2090	2129	2481	2537	2912	2084	2167	2836	3287	2548	2712	1433	1481	1740	2653
AIR INTER	20	155	129	606	609	300	267	594	110	504	235	172	491	634	359	142
TOTAL	5722	6548	6948	7512	7966	8186	7993	8153	7681	9028	7006	7087	6741	6500	5783	6579

(EN MILLIONS DE FRANCS)

TABLEAU IX - SUBVENTIONS EN CAPITAL RECUES PAR LES G.E.N.

(IXa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
*S.N.C.F banlieue de Paris	2	18	60	205	295	388	370	380	277	249	133	173	275	193		
dont subventions D.T.T	1	9	24	41	53	144	52	129	146	121	63	78	(1) 122	(3) 136		
*R.A.T.P	191	305	322	351	443	514	560	517	470	525	378	355	435	357		
dont subv. D.T.T	96	145	158	173	177	272	253	255	231	257	186	173	(2) 223	(4) 248	159	
AEROPORT DE PARIS	120	95	95	100	150	100	74	40	0	50	0	0	0	0	0	0
AIR FRANCE	0	120	120	220	770	140	448	50	102	100	260	165	525	200	169	76
AIR INTER	0	0	0	25	34	9	16	20	21	24	25	28	31	22	2	0

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(IXb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
S.N.C.F banlieue de Paris	8	65	199	578	745	883	777	740	484	380	180	206	302	202		
dont subventions D.T.T	4	33	79	116	134	328	109	251	255	185	85	93	134	142		
R.A.T.P	782	1103	1066	989	1119	1169	1177	1007	821	802	510	423	478	374		
dont subv. D.T.T	393	524	523	488	447	619	532	497	404	393	251	206	245	260	159	
AEROPORT DE PARIS	491	343	315	282	379	228	155	78	0	76	0	0	0	0	0	0
AIR FRANCE	0	434	397	620	1945	319	941	97	178	153	351	197	577	209	169	76
AIR INTER	0	0	0	70	86	20	34	39	37	37	34	33	34	23	2	0

(EN MILLIONS DE FRANCS)

* Hors versement transport affecté aux investissements et hors dotation en capital.

Dont : (1) 55 MF, (2) 28 MF, (3) 77 MF, (4) 88 MF, émanant du FSGT.

B - LES AUTRES INTERVENANTS EN MATIERE DE TRANSPORT

Pour avoir un panorama de l'effort d'équipement consenti par la collectivité nationale dans le secteur des transports, il est nécessaire d'examiner l'investissement d'autres intervenants, tels que les ports autonomes fluviaux, le secteur autoroutier concédé, les transports collectifs urbains (hors région parisienne), les aéroports de province, les ports maritimes et la flotte de commerce.

1 - Les Ports Autonomes Fluviaux.

Afin de pouvoir apprécier l'effort d'investissement des deux ports autonomes fluviaux (Paris et Strasbourg), il convient là aussi de considérer l'investissement net des subventions d'équipement qui proviennent de l'Etat.

Les séries présentées sont issues des dossiers préparés par le Service des Voies Navigables de la D.T.T pour le Comité N°8 du F.D.E.S.

Tableau X - Investissements des ports autonomes fluviaux :

(Xa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
INVESTISSEMENT H.T	40	40	40	40	43	45	40	29	45	64	69	82	76	85
SUBVENTIONS ETAT	4	4	4	4	5	5	6	4	6	8	7	6	11	11
INVESTISSEMENT NE	36	36	36	36	38	40	34	25	39	56	62	76	65	74

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(Xb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
INVESTISSEMENT H.T	164	145	132	113	109	102	84	56	79	98	93	98	84	89
SUBVENTIONS ETAT	16	14	13	11	13	11	13	8	10	12	9	7	12	12
INVESTISSEMENT NE	147	130	119	101	96	91	71	49	68	86	84	91	71	78

(EN MILLIONS DE FRANCS)

2 - Le Secteur Autoroutier Concédé.

L'ensemble des dépenses de construction des sociétés privées et des sociétés d'économie mixte, constitue l'investissement du secteur autoroutier concédé.

Cependant, pour avoir une vision exacte de cet investissement, il convient là aussi de considérer l'investissement net, hors subvention d'Etat (avances remboursables).

Pour les S.E.M, les données sont issues des dossiers que présente la Direction des Routes au Comité N°8 du F.D.E.S, tandis que pour les Sociétés Privées, ce sont les données de la Direction des Routes complétées par celles des Sociétés elles-mêmes qui ont été utilisées.

Tableau XI - Investissements du secteur autoroutier concédé :

(1)

(XIa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
INVEST. H.T	900	1790	2142	3147	3797	4537	4042	4520	2979	4976	4521	3814	3976	4310	4855	5435
AV. REMBOUR	70	226	618	150	244	484	447	411	550	709	782	887	430	485	283	229
INVEST. NET	830	1564	1524	2997	3553	4053	3595	4109	2429	4267	3739	2927	3546	3825	4572	5206

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(XIb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
INVEST. H.T	3684	6472	7093	8871	9593	10322	8493	8801	5206	7600	6105	4550	4373	4514	4855	5435
AV. REMBOUR	287	817	2047	423	616	1101	939	800	961	1083	1056	1058	473	508	283	229
INVEST. NET	3397	5655	5047	8448	8977	9221	7554	8001	4245	6517	5049	3492	3901	4006	4572	5206

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(1) En 1983 : 137 MF de participation du FSGT.

3 - Les Transports Collectifs Urbains de Province.

Dans ce tableau a été recensé le montant en investissements (1) des réseaux de surface et des métros de province (Lyon, Marseille, Lille).

Afin d'apprécier l'effort d'équipement, il a été déduit de ces montants, les subventions de l'Etat aux métros d'une part (chapitre 63-41 article 24 du budget des Transports Terrestres) et celles relatives à la promotion du transport collectif d'autre part, (chapitre 63-41 article 22 Plan de circulation, article 21 Axes lourds, et article 23 Contrats de développement.

Les montants des investissements sont issus des enquêtes sur les réseaux urbains de province.

Tableau XII - Investissements des transports collectifs urbains de province :

(XIa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
INVESTISSEMENT H.T	105	117	124	560	999	1081	1208	831	1042	1488	1627	947	1047	1115
SUBVENTIONS ETAT	5	4	3	49	235	122	91	106	187	286	472	445	409	336
INVESTISSEMENT NET	100	113	121	511	764	959	1117	725	855	1202	1155	502	638	779

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(XIb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
INVESTISSEMENT H.T	430	423	411	1579	2524	2459	2538	1618	1821	2273	2197	1130	1152	1168
SUBVENTIONS ETAT	20	14	10	138	594	278	191	206	327	437	637	531	450	352
INVESTISSEMENT NET	409	409	401	1440	1930	2182	2347	1412	1494	1836	1560	599	702	816

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(1) Les chiffres tiennent compte du versement transport affecté.

4 - Les Aéroports de Province.

Il existe quelques 80 plates formes métropolitaines ouvertes au trafic commercial, classées en diverses catégories selon l'importance de leur trafic. Les cinq principaux aéroports (Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux, Toulouse) représentent les deux tiers du trafic total passagers.

Dans le tableau, a été résumé l'importance des dépenses d'équipement des plates formes aéroportuaires en défalquant, selon la même logique que précédemment, les subventions de l'Etat.

Les données ont été fournies par le service des Bases Aériennes de la Direction Générale de l'Aviation Civile.

Tableau XIII - Investissements des aéroports de province :

(XIIIa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
INVESTISSEMENT H.T	104	173	237	265	315	254	227	309	241	234	257	378	420	267	441	451
SUBVENTIONS ETAT	37	31	46	62	76	63	51	40	31	42	54	83	78	91	75	60
INVESTISSEMENT NET	67	142	191	203	239	191	176	269	210	192	203	295	342	176	366	391

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(XIIIb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
INVESTISSEMENT H.T	426	626	785	747	796	578	477	602	421	357	347	451	462	280	441	451
SUBVENTIONS ETAT	151	112	152	175	192	143	107	78	54	64	73	99	86	95	75	60
INVESTISSEMENT NET	274	513	632	572	604	435	370	524	367	293	274	352	376	184	366	391

(EN MILLIONS DE FRANCS)

5 - Les Ports Maritimes.

Deux catégories de ports ont été considérés :

- les ports de commerce dont les ports autonomes
- les ports concédés (petits ports de commerce et de plaisance).

A partir de 1984 ont été pris en compte 6 ports autonomes et 17 ports d'intérêt national (1), les autres ports ayant été décentralisés ne relèvent plus des compétences de l'Etat (sauf pour les paiements nécessaires à l'achèvement des opérations en cours au 1er janvier 1984).

L'analyse financière a tenu compte uniquement de deux types de financement, les interventions de l'Etat et les fonds de concours ; en ce qui concerne les participations financières des ports autonomes, celles ci, ne figurent pas dans la comptabilité de l'administration centrale.

Les informations ont été communiquées par le Service Economique et Financier de la Direction des Ports et de la Navigation Maritime.

Tableau XIV - Investissements des ports de commerce et des ports concédés :

(XIVa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PORTS AUTONOMES	322	312	444	591	448	565	581	565	555	588	491	441	433	411	283
dont subventions Etat	306	295	410	563	417	536	478	387	371	407	347	313	265	226	196
dont fonds de concours	16	17	34	28	31	29	103	178	185	181	144	128	168	185	87
PORTS CONCEDES	9	7	7	16	11	18	22	22	24	37	19	15	8	4	3
TOTAL	331	319	451	607	459	583	603	587	579	625	510	456	441	415	286

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(XIVb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PORTS AUTONOMES	1318	1128	1470	1666	1132	1285	1221	1100	970	898	663	526	476	430	283
dont subventions Etat	1252	1067	1358	1587	1054	1219	1004	754	648	622	469	373	291	257	196
dont fonds de concours	65	61	113	79	78	66	216	347	323	276	194	153	185	194	87
PORTS CONCEDES	37	25	23	45	28	41	46	43	42	57	26	18	9	4	3
TOTAL	1355	1153	1493	1711	1160	1326	1267	1143	1012	955	689	544	485	435	286

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(1) Calais, Boulogne, Dieppe, Caen-Ouistreham, Cherbourg, St.Malo, Brest, Concarneau, Lorient, La Rochelle (à l'exception des Minimes), Bayonne, Port la Nouvelle, Sète, Toulon, Nice, Ajaccio, Bastia.

6 - Flotte de Commerce.

Le tableau présente les investissements totaux (achats de navires neufs et occasion, transformations et réparations) de la flotte française.

Les données utilisées, sont issues de l'enquête professionnelle, réalisée par le Comité Central des Armateurs de France (CCAF). Pour l'année 1985, il s'agit d'estimations du C.C.A.F.

L'enquête annuelle d'entreprise exploitée à l'O.E.S.T par le Département des Statistiques des Transports a également servi de support, de 1976 à 1980 ; le C.C.A.F n'ayant pas dépouillé l'enquête investissements, pendant cette période.

En ce qui concerne les montants de subvention, ceux-ci, ont été communiqués par la Direction de la Comptabilité Publique.

Tableau XV - Investissements de la flotte de commerce :

(XVa) - EN FRANCS COURANTS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
INVESTISSEMENT H.T	2016	1661	1847	3167	3239	3287	3418	1728	1402	1640	1586	1882	2448	1991	2083
SUBVENTIONS D'ETAT	10	63	69	82	84	149	242	289	216	187	191	173	205	171	187
INVESTISSEMENT NET	2006	1598	1778	3085	3155	3138	3176	1439	1186	1453	1453	1719	2243	1820	1896

(EN MILLIONS DE FRANCS)

(XVb) - EN FRANCS 1985

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
INVESTISSEMENT H.T	8251	6006	6116	8927	8183	7478	7182	3365	2450	2505	2142	2245	2693	2085	2083
SUBVENTIONS ETAT	40,9	228	228	231	212	339	508	563	377	286	258	206	225	179	187
INVESTISSEMENT NET	8211	5778	5888	8696	7971	7139	6673	2802	2073	2219	1962	2051	2467	1906	1896

(EN MILLIONS DE FRANCS)

PARTIE IV - CONSOLIDATION DES INVESTISSEMENTS DES DIFFERENTS INTERVENANTS EN MATIERE DE TRANSPORT.

Les investissements ont été regroupés en sept rubriques :

- Routes (consolidées avec les investissements des sociétés concessionnaires d'autoroutes).
- Voirie urbaine.
- Transports collectifs (hors SNCF grandes lignes auxquels se rattachent les dépenses de la RATP, de la SNCF banlieue de Paris, les TCU de province).
- S.N.C.F grandes lignes.
- Aviation Civile (consolidée avec les investissements d'Air France, Air Inter, Aéroport de Paris et les aéroports de province).
- Voies Navigables (auxquelles se rattachent les investissements des ports autonomes fluviaux).
- Ports maritimes (consolidés avec les investissements de la Flotte de Commerce).

Du fait de la méthodologie expliquée dans les parties précédentes, les montants relatifs aux différents intervenants sont exempts de doubles comptes.

TABLEAU XV - CONSOLIDATION DES INVESTISSEMENTS (EN FRANCS 1985)

ROUTES

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ETAT	5935	6194	6825	7084	8590	8161	8350	6689	6508	5579	6136	5412	3894	3050
COLLECTIVITES LOCALES	4850	5445	5550	6393	7446	7030	7346	6190	7302	9596	9116	8130	9048	8402
ENTREPRISES NATIONALES														
AUTRES INTERVENANTS	3397	5655	5047	8448	8977	9221	7554	8001	4245	6517	5049	3492	3901	4006
TOTAL	14182	17294	17422	21925	25013	24412	23249	20880	18055	21691	20302	17034	16843	15458

(EN MILLIONS DE FRANCS)

VOIRIE URBAINE

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ETAT	3500	4259	3765	6010	6013	3454	4068	3147	2978	2379	1722	2007	1694	1525
COLLECTIVITES LOCALES	8714	9039	10011	8775	9972	11847	9176	7847	7969	11111	9415	8914	11699	9555
ENTREPRISES NATIONALES														
AUTRES INTERVENANTS														
TOTAL	12214	13299	13776	14785	15985	15300	13243	10994	10947	13490	11137	10920	13393	11080

(EN MILLIONS DE FRANCS)

TRANSPORTS COLLECTIFS

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ETAT	524	546	695	696	1218	1213	958	977	1157	1115	1034	860	795	644
COLLECTIVITES LOCALES	49	163	139	412	783	610	1059	732	1038	1518	1858	2431	4537	2304
ENTREPRISES NATIONALES	3778	3677	4600	4688	4980	4962	5528	5456	5051	4944	4019	3941	4169	4080
AUTRES INTERVENANTS	409	409	401	1440	1930	2182	2347	1412	1494	1836	1560	599	702	816
TOTAL	4760	4794	5835	7236	8911	8966	9892	8577	8740	9412	8471	7832	10203	7845

(EN MILLIONS DE FRANCS)

SNCF grandes lignes

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ETAT														
COLLECTIVITES LOCALES														
ENTREPRISES NATIONALES	6086	6382	6904	7842	8623	9217	10045	11007	10004	10507	10066	9860	9498	8217
AUTRES INTERVENANTS														
TOTAL	6086	6382	6904	7842	8623	9217	10045	11007	10004	10507	10066	9860	9498	8217

(EN MILLIONS DE FRANCS)

AVIATION CIVILE

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ETAT	737	611	649	648	763	671	580	596	512	525	609	540	378	391
COLLECTIVITES LOCALES	45	47	83	51	76	96	61	47	47	69	113	113	179	45
ENTREPRISES NATIONALES	4891	5814	5696	5595	6844	4566	4480	3838	4222	5384	4508	4259	3195	3041
AUTRES INTERVENANTS	274	513	632	572	604	435	370	524	367	293	274	352	376	184
TOTAL	5947	6986	7060	6867	8287	5768	5490	5004	5149	6271	5504	5264	4129	3661

(EN MILLIONS DE FRANCS)

VOIES NAVIGABLES

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ETAT	1027	969	699	863	1038	1076	897	775	545	414	411	444	340	308
COLLECTIVITES LOCALES	311	246	242	290	195	132	210	140	107	183	197	184	140	133
ENTREPRISES NATIONALES														
AUTRES INTERVENANTS	147	130	119	101	96	91	71	49	68	86	84	91	71	78
TOTAL	1486	1345	1060	1254	1329	1299	1179	964	720	683	691	718	551	518

(EN MILLIONS DE FRANCS)

PORTS MARITIMES

ANNEES	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ETAT	1330	1320	1609	1863	1294	1599	1559	1359	1068	964	752	598	526	420
COLLECTIVITES LOCALES	65	61	113	79	78	66	216	347	323	276	194	153	185	194
ENTREPRISES NATIONALES														
AUTRES INTERVENANTS	8211	5778	5888	8696	7971	7139	6673	2802	2073	2219	1962	2051	2467	1906
TOTAL	9606	7159	7610	10638	9343	8805	8449	4508	3464	3459	2909	2801	3178	2520

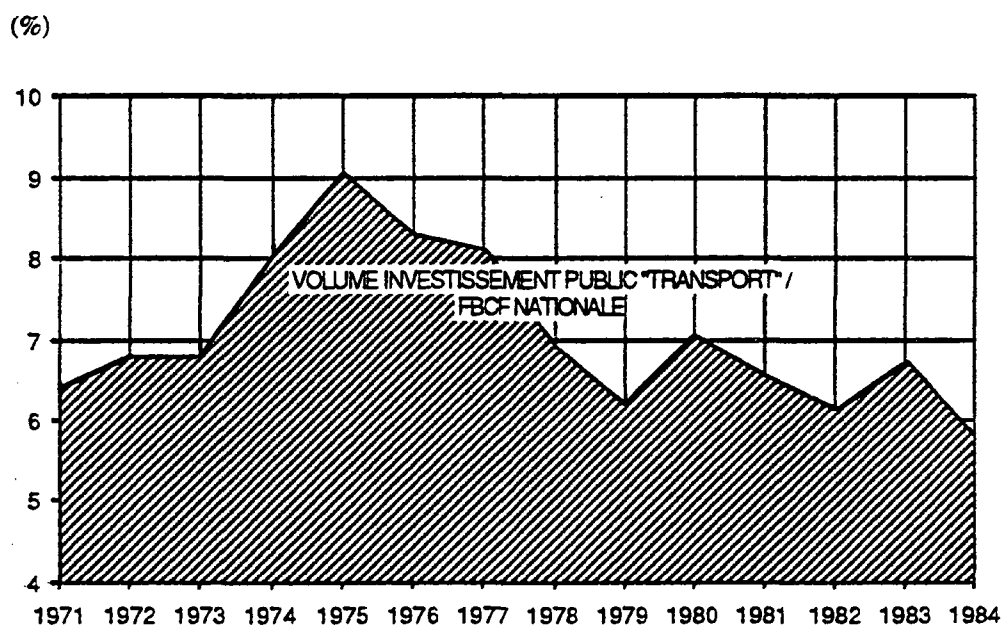
(EN MILLIONS DE FRANCS)

PARTIE V - ANALYSE

1 - Comparaison du volume investissement avec la FBCF nationale

Le volume de l'investissement public (1) consacré aux transports est comparable, en valeur réelle, en 1984 à ce qu'il était en 1971 ; avec 54 à 55 milliards de francs il représente un peu plus de 6% de la FBCF nationale.

Cependant, sur la période, l'importance de l'investissement public transport a fortement varié puisqu'il atteint 77,5 milliards de francs en 1975 (en francs 1985), soit 9% de la FBCF totale.



Ces fluctuations peuvent être reliées à deux phénomènes :

- Les politiques contracycliques de l'Etat

. l'inflexion de l'investissement répond à des objectifs macro économiques : cet aspect des choses est sensible en 1975 et dans une certaine mesure en 1983.

- L'évolution des grands programmes d'infrastructure

. accélération du programme autoroutier et du développement des transports collectifs consécutivement au choc pétrolier à partir de 1975 (financés par l'Etat).

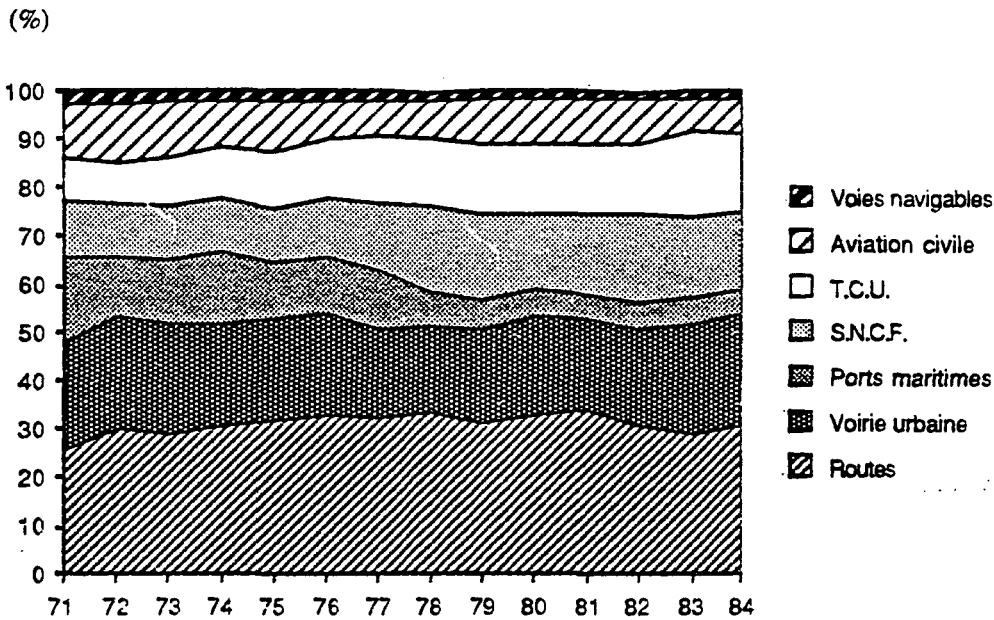
. très forte inflexion des concours des Collectivités territoriales, en 1983, aux transports collectifs.

Ces inflexions particulières se traduisent notamment dans la décomposition des investissements publics.

(1) Définition des dépenses d'investissement public (cf. introduction).

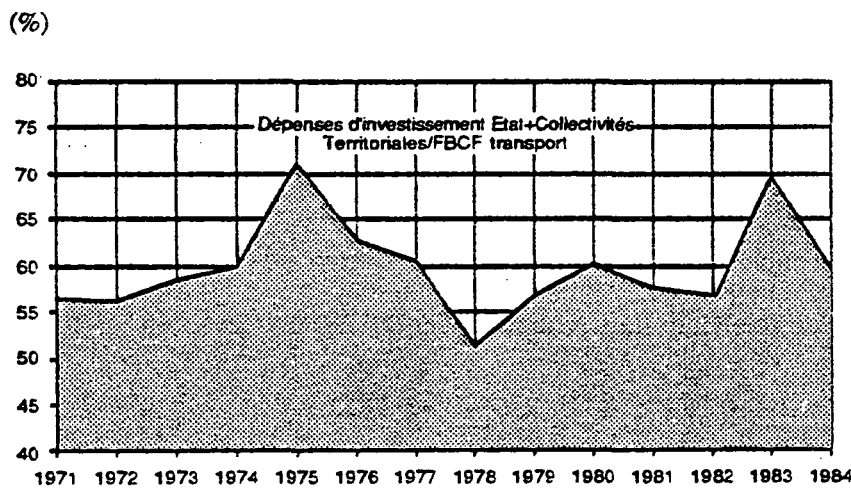
2 - Répartition de l'investissement par mode.

Sur la période, le mécanisme le plus régulier réside dans une lente réallocation des ressources publique en faveur des Transports collectifs urbains, de la SNCF et de la Route ; alors que la part des Ports maritimes, des Ports fluviaux, et des voies navigables ainsi que celle de l'Aviation civile se traduit par une nette réduction.



3 - Comparaison de l'investissement avec la FBCF transport.

Le caractère "contracyclique" ou volontariste de la politique de l'Etat et des Collectivités territoriales est particulièrement visible si l'on rapproche leurs investissements de la FBCF transport ; ainsi en 1975 et 1983, l'investissement représente environ 70% de la FBCF - ce ratio n'est que de 59% en 1984.

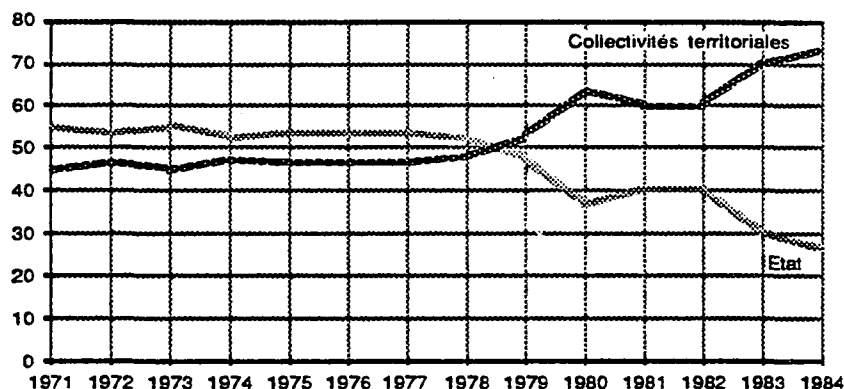


4 - Répartition du financement par secteur.

Sur l'ensemble de la période, la répartition du financement public s'est notablement modifiée.

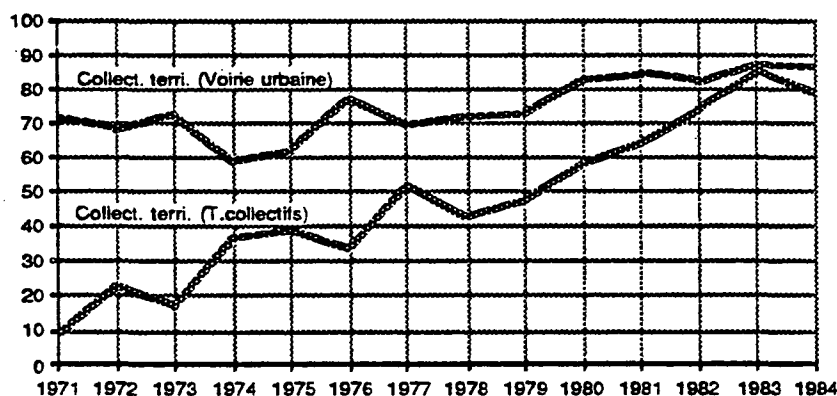
- Routes : le financement des routes a subi une modification structurelle considérable, traduisant un désengagement relatif et absolu de l'Etat.

(%)



- Voirie urbaine et Transports collectifs : on retrouve une évolution comparable à celle observée pour les Routes.

(%)



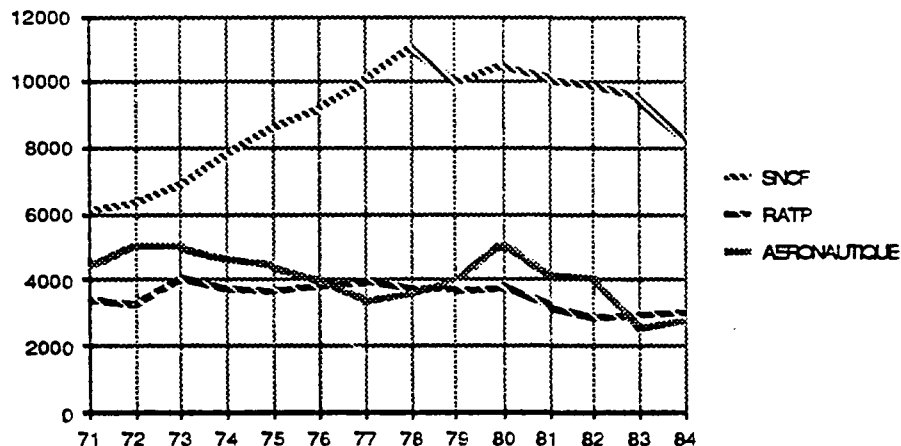
Au total, la part des Collectivités territoriales dans le financement public des investissements est passée de 54% à 77% en 13 ans. En 1975, année dont on a déjà souligné la spécificité, comme en 1974, on retrouve une part équivalente pour l'Etat et les Collectivités locales.

Cette évolution renvoie à plusieurs ordres de phénomènes, et notamment à la décentralisation et la "montée" des préoccupations relatives aux transports collectifs dans les Collectivités territoriales.

Cependant, le phénomène majeur demeure bien le désengagement de l'Etat qui n'est plus désormais le bailleur de fonds majoritaire des infrastructures de transport, qu'il s'agisse de la route, des transports collectifs urbains ou de la voirie urbaine.

- Grandes Entreprises Nationales : sur la période, l'investissement des GEN ne connaît guère de fluctuations aussi sensibles que celles des concours de l'Etat et des Collectivités territoriales : les logiques d'entreprise et les politiques de développement semblent être les seuls facteurs de variation des investissements.

(En millions de francs 1985)

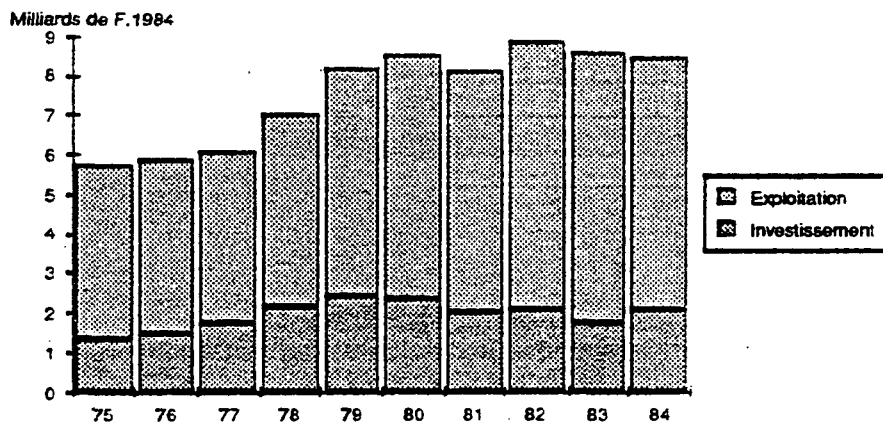


5 - Evolution des financements.

Les politiques de financement des investissements publics et leurs évolutions ont des effets relativement importants, dans le secteur des transports.

L'introduction du Versement Transport Employeurs (en 1971), son extension (en juillet 1983), puis sa stagnation en raison de la crise, constituent à la fois une transformation importante des données du financement des transports collectifs et un problème financier majeur (1).

Affectation effectif du versement transport



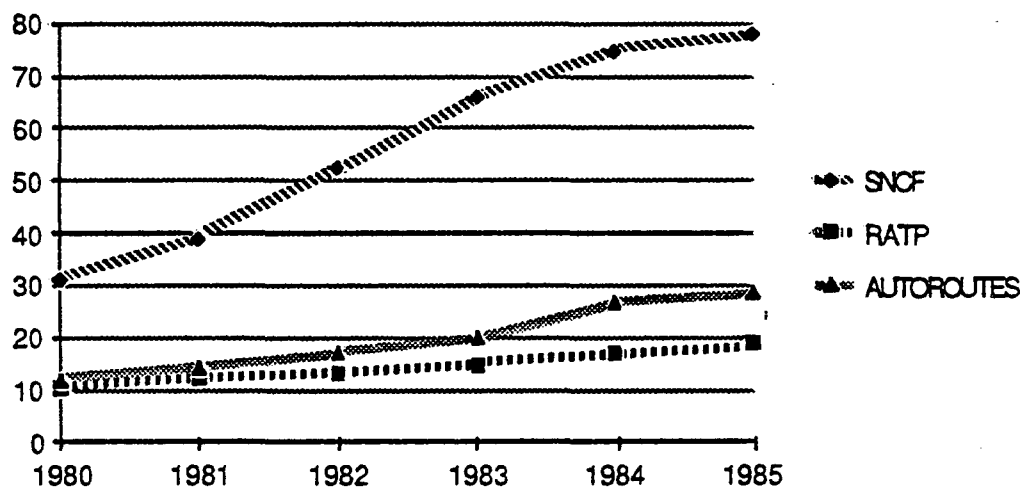
Source : fichier 101 réseaux de province

(1) dans son plan 85-90, la RATP estime que l'exploitation des T.C.U ne lui laissera aucun reliquat du V.T.E

. La création du F.S.G.T. : alimenté par des emprunts qu'il est autorisé à contracter dans la limite de de ses capacités de remboursement, constituées par les produits attendus de la taxe spécifique sur les carburants. Ce fonds dont les tranches successives se sont élevées à un total de (1)12 467 MF (août 1982 : 2000 MF, novembre 1983 : 2020 MF, mai 1984 : 1975 MF, décembre 1984 : 3822 MF, novembre 1985 : 2650 MF) compense en réalité une débudgétisation des dépenses de l'Etat, et implique par construction (cf. décret du 13 août 1982) un cofinancement de tiers.

. Le poids des emprunts : plus encore, la période aura été caractérisée par un recours plus systématique à l'emprunt pour financer les investissements publics (TGV sud-est, autoroutes concédées, RATP etc...).

Variation de l'endettement des entreprises



(en milliards de francs)

Sources : Rapport d'activité des entreprises

(1) Il s'agit uniquement d'affectation de crédits.

Pour autant les GEN, tout en ayant à faire face à des charges financières importantes et fluctuantes en raison de l'instabilité des taux de change et des taux d'intérêt ne voient pas se détériorer leur besoin de financement ; Air France et Air Inter dégagent désormais des capacités de financement.

Le besoin de financement de la SNCF, qui représentait en 1975 plus de 9,5 mois d'Excédent Brut d'Exploitation, n'en représente plus que 3,2 mois.

Seule, la RATP n'a pas diminuer le poids de son besoin de financement (6 mois d'E.B.E en 1985).

G.E.N. (I)	1975	1985
E.B.E.....	5746	23602
Besoin de financement.	3839	4403

(En millions de francs)

(I) SNCF, RATP, Air France, Air Inter.

Cette amélioration des équilibres annuels emplois-ressources ne doit pas occulter le poids que représente l'endettement accumulé par la SNCF et la RATP sur les comptes d'exploitation.

A la SNCF, les intérêts effectifs qu'elle a payés en 1985, représentent 60% de son E.B.E (ce qui représente une dégradation de plus de 10 points en 5 ans), et près du quart de sa valeur ajoutée.

A la RATP, ces chiffres sont respectivement de 64% et 28%, et la dégradation deux fois plus rapide.

Au contraire, la situation s'est progressivement améliorée pour les G.E.N du transport aérien ; à Air France, les ratios pris en compte ci-dessus sont de 10% et 3,9% et à Air Inter de 9,6% et 2,4%.

A titre de comparaison, ces chiffres sont pour l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés du secteur transport (hors GEN) de 25% et 9,7%.

Cette situation rend compte en réalité d'un double mécanisme : il reflète à la fois le choix des structures de financement des investissements et leur nature, et les modalités de financement à long terme des actifs des GEN ; mais aussi le renvoi à un choix, implicite, entre deux formes d'endettement public, celui de l'Etat et des entreprises publics.